



lignes

## Extrait de la préface de Sophie Wahnich

La première question d'importance est historiographique, car l'idéologie s'imprime sur le discours historique au premier chef, tant ce dernier vaut comme discours d'instruction pour une prise d'armes ou de désarmement forcé. Il faut argumenter avec des faits et des interprétations qui viennent contrarier le nouveau prêt-à-penser. Daniel Bensaïd est alors érudit, il sait faire parler autrement les archives, les faits construits, les situations qu'il connaît parfaitement. Ce travail de l'histoire opéré par Daniel Bensaïd cherche de fait à renverser la perspective de l'hégémonie idéologique. Celle du bicentenaire, celle aussi par exemple du *Livre noir du communisme* paru en 1997, celle de la position d'un Glucksmann des années « archipel du goulag » où le seul peuple qui vaille est celui qui endure, dans le mutisme, une position victimaire.

Cette idéologie qui n'est chaque fois ni tout à fait la même ni tout à fait une autre, fait de toute révolution un moment d'ingérence étrangère ou de complot, en refusant de saisir comment une société, en de rares moments, voit s'accélérer son processus de résolution des contradictions, sans pourtant qu'un plan ait été élaboré en amont d'une manière limpide. Dans le vocabulaire du Sartre de *la Critique de la raison dialectique*, une révolution est une sorte de totalisation sans totalisateur mais avec des points de bascule qu'il convient d'observer dans le détail. C'est finalement à un exercice proche que nous convie Daniel Bensaïd en marxiste accompli et en moderne. Il ne prend plus pour argent comptant les concepts trop vite plaqués sur des réalités mouvantes et incertaines. La radicalisation syndicale et politique témoigne d'un déplacement des consciences et l'observer comme allant plus fort et plus vite que celle des organisations, c'est reconnaître aux individus une position d'acteur, de sujet actif dans l'histoire.

On est loin d'un système qui fonctionnerait sans décision humaine observable, loin de structures qui, comme par enchantement, arriveraient à maturation ; mais tout aussi loin de ces totalisateurs démiurges, qu'ils soient nommés meneur, complot ou autorité de l'organisation politique avec force Tcheka. Une Révolution, et c'est le premier point important, est d'abord un événement des subjectivités qui résistent d'une manière neuve à l'oppression. Elles découvrent alors que cette résistance converge et devient puissance d'action, puissance d'innovation, d'utopie même. Dans les familles, à l'école au travail tout change car tout est imaginé à nouveau. Mais alors commence la guerre civile. Point d'importance tant ce concept a été investi depuis les années 1990 non pour témoigner des processus révolutionnaires mais pour décrire en fait l'impossible révolution. La guerre civile, c'est l'entrée en scène de la contre-révolution et de ce qu'elle engendre d'obstacles majeurs au sein même des processus révolutionnaires.

Nul évitement du problème : « *le sort de la première révolution socialiste, le triomphe du stalinisme, les crimes de la bureaucratie totalitaire constituent sans aucun doute l'un des faits majeurs du siècle.* » L'enjeu pour notre conscience historique est bien là. Face à ceux qui affirment que toute révolution, inéluctablement, devient totalitaire, il s'agit de tenter de ne pas laisser la tragédie sans élucidation. Or *in fine* ce que nous dit Daniel Bensaïd, c'est que là encore, les structures ont certes une valeur explicative mais que pour comprendre il faut aller voir du côté des aspirations précoces à l'autorité, du désir de chef et d'autorité qui se manifeste d'emblée du côté de la base comme du sommet : « *démocratique autoritaire, à la base, centraliste autoritaire au sommet* », mais d'emblée autoritaire. Ainsi, si la contre-révolution bureaucratique est certes à mettre au crédit de l'absence de culture démocratique de longue haleine, de la brutalisation liée à la guerre, de la division sociale du travail, elle est surtout le produit des choix, des affrontements, des désirs qui se cristallisent dans la forme Parti qui déleste chacun de sa responsabilité à faire vivre la démocratie. Libertés d'opinion, pluralisme, principe électif sont solubles dans le désir d'autorité...

Il y a sans doute une mise au pas des soviets, mais aussi une lassitude à faire de la politique, un désir de retourner chez soi, et un obscur besoin d'ordre rassurant. Les années vingt sont des années de fusion et de bascule où ce désir d'ordre prend le pas sur la promesse révolutionnaire libertaire. Au XVIIIe siècle déjà Saint-Just se demandait ce qui pouvait avoir fait perdre aux hommes le désir de s'assembler et de délibérer et désirer la remise de soi à un tyran, un chef. Pour ce dernier, « *les hommes n'abandonnèrent point spontanément l'état social. La vie sauvage arriva à la longue et par une altération insensible*<sup>[1]</sup> ». « *Quand les peuples perdirent le goût des assemblées pour négocier, pour cultiver la terre ou conquérir, le prince se sépara du souverain : ici finit la vie sociale et commence la vie politique ou la convention*<sup>[2]</sup> », encore appelée dans le texte de *la nature* « *rapport de force* ».

Or une révolution ne peut être qu'une révolution de la liberté. La liberté qui s'agrandit par la liberté de l'autre et qui fonde ainsi un projet d'égalité vécue et non une égalisation coercitive.

À l'heure d'un désir d'ordre incarné par un désir de chefferie tous azimuts, il y a là de quoi méditer à nouveau. Ce que nous observons aujourd'hui de remise de soi à des chefs, à des incarnations, ne peut rien présager de bon. L'idée que l'esprit de guerre civile qu'on nomme aujourd'hui « démocratie agonistique » dans un oxymore rarement relevé, puisse produire un monde neuf et désirable semble bien dérisoire.

## Notes

[1] Saint-Just, *œuvres complètes*, présentées par Miguel Abensour et Anne Kupiec, Paris, Gallimard, 2004, p.1051.

[2] Saint-Just, *œuvres complètes*, *Op. cit.*, p.1051.